cache ses peurs et rancœurs

Fred M.

Depuis leurs collines, les Rwandais les plus pauvres assistent silencieux à l'explosion de Kigali.

INTERVIEW • **Dans les quartiers pauvres de Kigali, on crie tout bas à l'injustice**

Elle a pris un autre visage mais la discrimination frappe encore

Au cœur du plus vieux quartier de Kigali, se sentant protégé des oreilles indiscrètes, un homme âgé aux mains déformées par une vieille blessure accepte de témoigner sur sa situation.

Comment avez-vous été mutilé ?
J'avais une carte d'identité tutsi. En 94, je suis tombé sur une barrière tenue par 14 personnes. Mon ami avait une carte hutu, il est passé. Pas moi. Lorsque le coup de machette est tombé, je me suis protégé avec les mains puis je me suis enfui, en évitant les grenades qu'on me lançait.

Vous êtes donc une victime du génocide ?
Non... Enfin, oui, mais le gouvernement refuse de me reconnaître officiellement en tant que tel. J'ai fait toutes les démarches nécessaires mais finalement, on m'a frappé et fait comprendre que si je continuais à vouloir être aidé, on allait me mettre en prison.

C'est plutôt surprenant, ça. Comment l'expliquez-vous ?
Certains ont témoigné contre moi parce que j'ai pris part à des manifestations politiques avant la guerre. Aujourd'hui, on m'en fait payer le prix. On me refuse tout soutien et, sans mes mains, je ne peux plus travailler. Pour me nourrir, je suis dépendant des autres.

Vous vous sentez discriminé ?
Aujourd'hui, il n'y a plus une mais trois sortes de discriminations au Rwanda : la discrimination ethnique existe toujours mais il y a en plus une discrimination entre les membres du FPR et les autres et, même au sein du parti, une discrimination entre ceux qui reviennent de l'étranger et ceux qui ne sont jamais partis. ■

Plus de carte ethnique

La nouvelle constitution rwandaise, votée en 2003, a supprimé la mention ethnique sur les cartes d'identité et elle interdit toute discrimination sur base ethnique.
Prohibé également, le droit de créer un parti politique sur base ethnique.

Divisionnisme et idéologie du génocide

Depuis 2002, le Rwanda s'est doté d'une loi sur le divisionnisme. Loi qui prête à la critique pour la description trop vague donnée au terme. Une imprécision laissant trop de place à l'interprétation pour celui amené à juger.
En 2008, le Parlement a adopté une nouvelle loi qui criminalise «l'idéologie du génocide». Encore une fois, le caractère trop général de cette loi conduit des organismes comme Human Right Watch à une critique acerbe.
D'après un rapport sur l'activité judiciaire en 2007-2008, les tribunaux rwandais ont ouvert 1304 dossiers liés à des cas d'idéologie du génocide.

Plus de place pour les pauvres à Kigali

Le vent soulève des tourbillons de poussière tout autour de nous. De la poussière, c'est tout ce qu'il reste ici. Il y a quelques mois, le quartier populaire de Kiyovu grouillait encore sur cette colline. Les bulldozers ont tout rasé. Engloutissant meubles et biens des habitants qui s'étaient montrés récalcitrants à l'idée de déménager. « *C'est le début d'un processus*, précise Manzi. *Le quartier historique de Nyamirambo est le prochain sur la liste... Ces maisons de pauvres ne cadrent pas avec la vision du gouvernement, alors on les rase.* »

Du côté officiel, le dossier est encore sensible. Nous avons obtenu trois rendez-vous avec le maire du district concerné. Tous ont été annulés en dernière minute. Mais ce qu'on nous aurait probablement répondu, c'est que le Rwanda est un pays surpeuplé, que la place va venir à y manquer et qu'il faut rebâtir de nouveaux quartiers plus modernes dotés de buildings. En 2020, Kigali sera vertical ou ne sera pas.

« *L'idée n'est pas mauvaise*, relance Manzi. *Le problème, ce n'est pas de vouloir développer le pays mais la manière employée. Cela se fait trop vite, avec force et brutalité.* »

Ce que beaucoup reprochent aux leaders du pays, c'est de marcher pour les riches, au détriment des plus pauvres.

Pat. S.

C'est dans des quartiers «organisés» comme Batsinda que les pauvres de Kigali sont envoyés. Bien loin du centre-ville...

Mustang habitait Kiyovu. Il y était propriétaire d'une grande maison qui abritait 14 familles. « *Je suis né ici, j'avais reçu cette maison de mon père et elle me permettait de gagner ma vie. Le gouvernement a cassé mon héritage* », grimace-t-il. En dédommagement, on lui a offert 5 millions de francs rwandais (un peu plus de 6 000 €). Une contre-expertise a pourtant estimé son bâtiment à plus de 17 millions. « *C'est le business du gouvernement*, souffle-t-il consterné. *On nous impose de vendre nos terrains pour 1 000 francs le mètre carré et derrière, ils veulent les revendre pour 15 000...* »

Le comble, c'est que Mustang était convié à une réunion pour évoquer les expropriations lorsque les engins de démolition s'en sont pris à son habitation. « *Quand je suis revenu, je n'avais plus rien. J'ai passé plusieurs semaines à la belle étoile. On essaie de faire partir les pauvres vers la campagne. Mais à la campagne, on ne s'en sortira pas. Nous avons toujours vécu en ville... Avec l'argent reçu, j'ai pu me racheter une toute petite maison dans le quartier de Nyamirambo. Mais je sais que ce n'est que provisoire. Bientôt, lui aussi sera rayé de la carte.* » ■

Des belles maisons mais un ventre trop vide

C'est une petite cabane qui fait face au néant laissé par l'ancien quartier populaire. Devant : un artisan à l'ouvrage. Il n'habitait pas Kiyovu mais son atelier s'y trouvait. Il avait fait estimer son prix à trois millions de francs rwandais. Il n'en a reçu qu'un. « *Ceux qui avaient des moyens financiers sont allés en recours et ont reçu un peu plus mais, nous, les pauvres, nous ne pouvions qu'accepter ce qu'on voulait bien nous donner.* » Mal à l'aise de s'exprimer devant ses voisins, il n'en dira pas beaucoup plus.

Pour ceux dont l'habitation a été rasée, il existait cependant une autre option. « *Au début, les autorités disaient qu'ils donneraient des maisons en échange*, se souvient Mustang. *Mais ce n'était qu'un appât.* » Car si les maisons sont données, c'est en échange d'un crédit. « *Les gens qui avaient une maison et un travail en ville se retrouvent aujourd'hui sans boulot, parce qu'il n'y a pas de travail à la campagne, et endettés pour des dizaines d'années. Ce qui les attend, c'est la mort...* »

La plupart de ceux qui ont accepté se retrouvent en effet à Batsinda, hors de Kigali, à la merci du gouvernement qui les a placés là. Car la plupart ne sont pas du tout en mesure de rembourser ces prêts. « *On craint qu'un jour, ils arrivent et nous disent de partir*, confesse un ancien agent de sécurité. *On est encore plus pauvres qu'avant. Ici, il n'y a pas de boulot et Kigali est trop loin. Il n'y a rien d'autre à faire que de rester dans cette maison pour laquelle je vais devoir rembourser 3 millions. Je me demande bien comment je vais m'y prendre.* »

Au Rwanda, il n'y a pas encore de système social de solidarité. Ici, ne pas travailler signifie ne pas gagner un franc. « *C'est vrai qu'aujourd'hui, je vis dans une plus belle maison et dans un plus beau quartier qu'avant*, conclut-il. *Mais à quoi tout cela peut-il bien me servir quand je reste plusieurs jours sans manger ?* »

(c) LES EDITIONS DE L'AVENIR S.A. CE JOURNAL EST PROTEGE PAR LE DROIT D'AUTEUR. LA REPRODUCTION DE TOUT ELEMENT (TEXTE, PHOTO, INFOGRAPHIE), PAR QUELQUE MOYEN QUE CE SOIT, EST SOUMISE A AUTORISATION. TEL : +32 81/248.801 FAX : +32 81/222.840